

## Appel de Marseille

**Pour** l'Europe du Droit au logement et à l'habitat choisi, du droit à la ville, du droit à un environnement sain et à une énergie accessible et renouvelable, pour l'Europe des solidarités.

**Contre** l'Europe de la spéculation, de la hausse des loyers, de la privatisation du logement social, et des ségrégations urbaines



Depuis que les ministres européens se réunissent, les prix des loyers, de l'immobilier et du foncier n'ont jamais été aussi élevés générant des rentes et des profits spéculatifs inégalés, la crise et la précarisation du logement frappent durement à toutes les portes : les droits des locataires subissent des attaques frontales, l'accès à la propriété ne peut se faire qu'au prix d'un surendettement intenable, la soit disant « revitalisation » urbaine chasse les classes populaires non seulement des centre-villes mais aussi des périphéries, les expulsions forcées et expéditives se généralisent, le logement social est menacé dans son financement et par sa privatisation, la répression s'abat sur les populations en précarité de logement.

Les ministres ne s'inquiètent en fait que des profits des spéculateurs et des banques menacés par le crash immobilier.

À Marseille, avec officiellement 21% de mal logés, modèle de ségrégation urbaine avec ses quartiers Nord et Sud, les ministres ne pouvaient trouver meilleur exemple des conséquences dramatiques de la financiarisation de l'immobilier, des politiques d'urbanisme et du logement menées depuis 20 ans et de la mise en concurrence des villes voulue par l'Europe dans le cadre de la stratégie de Lisbonne.

Ainsi le centre ville de Marseille, secteur très populaire, est l'objet d'une spéculation intensive encouragée par les autorités locales, notamment par le biais de la défiscalisation et de la rénovation.

Par exemple, rue de la République, depuis 2004, des locataires et des petits commerçants ont subi des pressions et ont été évincés ; des immeubles ont été « dévitalisés » et certains ont été rénovés pour être vendus à la découpe 8 fois leur prix d'achat. La LoneStar-Marseille République (fonds de pension américain) avait, en 2004, acheté 1 350 logements et 60 000 m<sup>2</sup> de surfaces commerciales. 4 ans après elle abandonne la rénovation à mi-parcours en empochant de substantiels profits. Elle vend ses immeubles restant (une centaine) au groupe ATEMI, filiale de la 4<sup>ème</sup> banque américaine d'investissement, Lehman Brothers, qui est elle-même déclarée en faillite le 15 septembre à New York, à la suite de la crise financière.

Que deviendront les centaines de logements non rénovés, vidés de leurs occupants si les autorités locales ne mettent pas un coup d'arrêt à la spéculation par le biais de la préemption et de la réquisition pour en faire des logements sociaux ?

A Marseille, le manque de logements sociaux est devenu d'autant plus criant que les loyers et les prix flambent dans le secteur privé, et que la file d'attente des demandeurs de logements demeurant sans proposition s'allonge inexorablement d'année en année. Et pendant ce temps, la rénovation des quartiers, toujours si lente quand elle concerne les couches populaires des quartiers Nord, s'emballent lorsqu'il s'agit de démolir ... sans garanties réelles de retrouver, dans les constructions projetées, la quantité nécessaire de logements sociaux à prix

abordables.

La spéculation et le manque de logements sociaux se traduisent par le maintien du mal logement pour les familles modestes, consignées à vivre dans un parc insalubre, et par le développement d'un nomadisme urbain des exclus du logement.

L'Europe a désigné Marseille capitale culturelle européenne pour 2013. Le danger plane dès lors pour le logement, car chaque événement international culturel ou sportif, - s'il n'est pas accompagné par un plan de mobilisation en faveur du logement accessible - déchaîne la spéculation et les agressions contre les habitants des quartiers populaires.

Dans chacun de nos pays, des réformes du logement social sont menées depuis plusieurs années et tendent à une diminution et à une privatisation rampante du logement social. En France, le projet de loi Boutin représente une nouvelle étape dans le désengagement de l'Etat du développement du logement social, tandis que les obligations de rattrapage de construction du logement social dans les communes déficitaires sont remises en cause et les procédures d'expulsion accélérées.

Dans cette période de crise financière mondiale déclenchée par l'éclatement de la bulle spéculative immobilière aux Etats-Unis, nous voulons que l'Europe porte un autre projet, de ville solidaire, fondée sur le droit au logement pour tou(te)s, la rupture avec les mécanismes de spéculation immobilière et le développement d'un vaste parc social libéré du joug du marché.

**Pour** cesser de jeter une partie croissante de la population dans la rue, dans la précarité, dans le surendettement, et de nourrir les ségrégations urbaines lourdes de violences présentes et à venir, nous exigeons

- la pleine reconnaissance du droit au logement pour tous et à tous les niveaux institutionnels
- l'arrêt des expulsions, des politiques de « gentrification » des centres urbains et d'épuration sociale des quartiers populaires,
- le rétablissement ou le maintien des politiques de régulation des loyers et des dispositions de protection des locataires.

**Pour** financer un véritable droit au logement pour tous, nous exigeons la taxation des profits immobiliers au plan européen, une action permanente de la banque centrale européenne pour contrer l'inflation des prix du logement et des loyers, la hausse des budgets

**Pour** le mettre en oeuvre, nous exigeons un véritable service public du logement au plan européen, en lieu et place des politiques et injonctions à caractère néolibérale de la commission européenne.

### Signataires

Les Ami(e)s de la terre, Article 13, ATTAC Marseille, ATTAC Pays d'Arles, Un Centre-ville pour tous, Comité chômeurs CGT, Coordination syndicale des familles, Cris écrits, DAL-Marseille, Don Quichotte-Marseille, Fac Verte, FAPIL Méditerranée, LDH 13, LDH-Strasbourg, Rencontres Tsiganes, Vie et terre "application", Comité du Quartier Midi, Interenvironnement Bruxelles, Association des Comités de Défense des Locataires, Association Internationale des techniciens et chercheurs, Association des Habitants de Logements Éphémères ou Mobiles, Confédération Nationale du Logement, Coordination anti demolition des quartiers populaires, Fédération Droit au logement, Habitat International Coalition, International Alliance of Inhabitants, No Vox, Union syndicale Solidaires, LCR/NPA, Parti de la Gauche Européenne, PCF, Les Verts ...